



Alexandre GRILLAT
Secrétaire Général

100 % libres
...100 % vous !

Madame Emmanuelle WARGON
Présidente
Commission de Régulation de l'Énergie
15, rue Pasquier
75379 PARIS Cedex 8

Fait à Paris, le 21 novembre 2024

Objet : *consultation publique relative au prochain tarif TURPE HTA/BT*

Madame la Présidente,

Les salariés des entreprises du secteur énergétique français, et en particulier ceux de l'encadrement, sont de longue date des acteurs centraux de la mise en œuvre des choix de politique énergétique de la France. La CFE Énergies est donc extrêmement attentive à toutes les évolutions de ce secteur et en particulier aux conditions de régulation qui s'y appliquent.

La consultation publique, lancée la Commission de Régulation de l'Énergie le 11 octobre dernier et relative à la structure des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité d'Enedis et des Entreprises Locales de Distribution (ELD), a ainsi retenu toute notre attention.

Première organisation syndicale représentative de l'encadrement et seconde pour l'ensemble des salariés des entreprises des Industries Électriques et Gazières lors des dernières élections professionnelles de novembre 2023, la CFE Énergies considère que cette consultation lui donne l'opportunité de confirmer sa vision : les réseaux de distribution d'électricité sont plus que jamais au cœur de la révolution énergétique de ce siècle, que certains appellent transition énergétique, et des enjeux de décarbonation et de sécurité du système électrique français.

En préambule, la CFE Énergies se fait le porte-parole des salariés de la Distribution. En réponse à la première consultation sur TURPE 7, notre courrier

CFE Énergies

www.cfe-energies.com



du 8 février 2024 mentionnait la nécessité d'un tarif qui réponde au défi climatique, au besoin de maintenance et de renouvellement de réseaux âgés, et à l'adaptation des réseaux pour permettre un accueil massif des énergies décentralisées.

Force est de constater à la lecture du texte de la consultation et de ses annexes que la proposition actuelle de tarif n'est pas à la hauteur des enjeux sociétaux, écologiques, industriels et humains.

La véritable dissection par l'auditeur des charges nettes d'exploitation (CNE), reprise presque intégralement par la CRE, a repoussé les frontières de l'incompréhension, avec une analyse par nature de charges sans se soucier de la vision « système » que devrait revêtir un tel audit. Il en résulte une série d'incohérences, listées en annexe à ce courrier, qui ont un impact mortifère pour les gestionnaires de réseaux de distribution (GRD). La CFE Énergies demande que la CRE reconsidère chacune des propositions d'arbitrage de l'auditeur.

Par ailleurs, la proposition de régulation incitative interroge. Un nombre important d'objectifs semblent inatteignables avec les moyens prévus dans la demande tarifaire d'Enedis, et plus encore avec les moyens résiduels prévus par la CRE. La CFE Énergies demande une mise en cohérence des objectifs de la régulation incitative et des moyens nécessaires octroyés à Enedis. Nous demandons aussi que la force de l'incitation appliquée à chacun des indicateurs soit rediscutée avec Enedis, fonction de la difficulté pour atteindre les objectifs et des moyens d'actions à la disposition du Distributeur pour surmonter ces difficultés.

La structure du tarif interroge également. La CFE Énergies a déjà dit dans son courrier du 8 février 2024 son opposition à un tarif spécifique pour les stockeurs, qui remet en cause les principes de non-discrimination et de péréquation. Alors que les inducteurs de coûts pour Enedis sont largement associés à la puissance, nous réaffirmons le souhait de renforcer la part puissance dans le tarif, afin que chaque catégorie de clients supporte par le tarif les coûts qu'elle génère, et qu'il n'y ait pas de transfert de charge de certains clients tels que les opérateurs d'infrastructures de recharge de véhicules électriques vers les consommateurs.

La CFE Énergies constate aussi que l'abattement de tarif HTB à destination des consommateurs électro-intensifs amène à transférer une part croissance de charges vers les GRD et *in fine* vers les consommateurs. Alors que ce dispositif décidé par la CRE puis confirmé par la loi de 2015 visait les industries soumises à une forte concurrence mondiale, avec une menace sur l'emploi de milliers de salariés, la CFE Énergies constate que ce dispositif s'appliquerait aussi aux électrolyseurs et aux data centers. Nous considérons qu'il est anormal que les familles françaises paient la moitié de la facture d'acheminement d'acteurs dont les caractéristiques ne répondent pas à l'exposé des motifs de la loi de 2015.

Plus globalement, la consultation présente la demande d'Enedis comme une borne haute, et le résultat de l'audit comme une borne basse qui serait acceptable, alors qu'elle est totalement inappropriée. La CFE Énergies demande à la CRE de résister à une posture de type jugement de Salomon

avec un TURPE 7 à mi-chemin entre les deux, parce qu'il ne serait pas à la hauteur des enjeux.

Au moment où le système électrique entre dans une nouvelle ère, la CFE Énergies considère qu'Enedis et les ELD ont plus que jamais besoin d'un tarif qui leur donne les moyens de répondre aux défis. Il nous semble donc nécessaire que la CRE intègre la totalité des demandes de d'Enedis, et nous demandons qu'une clause de revoyure soit définie dans deux ans pour recalibrer le tarif le cas échéant, dans l'intérêt des consommateurs, des salariés, et du Service Public.

Enfin, nous considérons judicieux de synchroniser les mouvements tarifaires de TURPE 7 avec ceux des TRVE. Une mise en œuvre au 1^{er} février apporterait de la lisibilité pour l'ensemble des clients.

Vous remerciant pour l'attention que vous pourrez porter à nos analyses, nos équipes restent dans l'attente de vous rencontrer pour compléter nos propos.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'assurance de mes respectueuses salutations.



Alexandre GRILLAT

Réponse de la CFE-CGC Énergies - annexe

Charges nettes d'exploitation

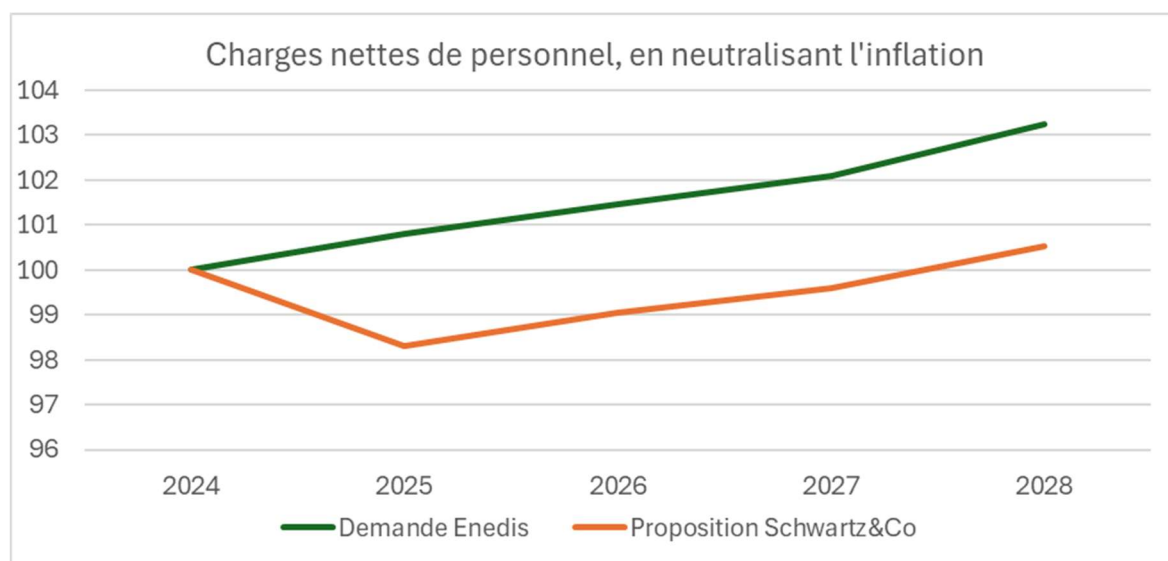
La plupart des données chiffrées utilisées par l'auditeur sont masquées et déclarées confidentielles. Notre analyse des charges nettes d'exploitation se base par conséquent sur les rares chiffres fournis et sur le texte de chaque poste.

Charges de personnel

Le chapitre 6.2 du rapport de l'auditeur contient de nombreux éléments confidentiels. Toutefois nous comprenons qu'Enedis conteste les ajustements de :

- La trajectoire des effectifs statutaires
- La trajectoire de ré-internalisation à la DSI
- La trajectoire du taux du SNB

L'écart entre la demande Enedis et la proposition Schwartz & Co est de 353 M€. D'après les données du rapport d'audit, et en neutralisant l'inflation précisée au §4.1.2 du document principal, on obtient le graphique ci-dessous :



Ce graphique est à mettre en regard de l'évolution des principaux inducteurs d'activité :

Inducteurs de main d'œuvre	2024	2025	2026	2027	2028
Clients en soutirage	100,0	101,0	102,0	103,0	104,0
Longueur de réseau HTA	100,0	100,9	101,9	102,8	103,7
Longueur de réseau BT	100,0	100,8	101,5	102,3	103,1
Transformateurs HTA/BT	100,0	101,1	102,1	103,2	104,3
Postes sources	100,0	101,2	102,5	103,8	105,1
Clients producteurs	100,0	139,9	204,5	300,5	434,5

Il est donc visible que la proposition de l'auditeur est particulièrement outrancière. Il faut noter que le document de la consultation donne un montant d'arbitrage de 367 M€, soit – 3 %. Il est supérieur à celui de l'auditeur.

La CFE Énergies demande que l'intégralité de la demande d'Enedis soit retenue.

Travaux

Les travaux comprennent :

- Les programmes de maintenance préventive,
- Les programmes de maintenance curative,
- L'impact des incidents climatiques,
- Les réseaux électriques auto (REA), pour équiper les parkings d'immeubles avec des bornes de recharges (décret n° 2022-1249),
- L'élagage complémentaire, issu de l'obligation légale de débroussaillage (article [L. 131-10 du Code forestier](#), issu de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie),
- La croissance des raccordements.

Sur ce poste, l'auditeur a décidé de réduire la demande d'Enedis de 249 M€, soit 9,5 %, principalement sur l'élagage (- 16 %) et sur les raccordements (- 68 %).

Nous comprenons que la demande d'augmentation des travaux de raccordements est liée à une augmentation de l'externalisation de ces travaux. La CFE Énergies souhaite que les travaux soient réalisés en interne plutôt qu'externalisés. **Pour autant, si d'une part l'auditeur réduit les charges de personnel de 3 % d'une part, et réduit dans le même temps les travaux sur les raccordements de 68 %, nous alertons sur la capacité d'Enedis à d'une part maintenir le réseau et à assurer sa résilience, et d'autre part à raccorder l'ensemble des nouveaux clients, en soutirage comme en production.**

Concernant l'élagage complémentaire, l'auditeur se permet un ajustement significatif de 16 % notamment parce que les départements franciliens n'ont pas encore émis d'arrêté préfectoral. Pourtant le site de l'ONF (<https://www.onf.fr/onf/%2B/78::onf-en-ile-de-france.html>) précise que le taux de boisement de l'Île-de-France est de 23 % de la surface de la région. Il est inconcevable que pour Enedis, l'OLD ne concerne pas cette région. L'absence d'un arrêté préfectoral ne peut en aucune manière devenir un prétexte pour diminuer le déboisement de prévention et de lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie. L'auditeur, avec une telle approche, fait prendre des risques inconsidérés pour les Franciliens riverains de zones boisées.

La CFE Énergies considère que l'arbitrage demandé par l'auditeur sur les travaux est de nature à remettre en cause les obligations légales et réglementaires d'Enedis, le maintien en conditions opérationnelles d'une infrastructure critique pour la Nation, ainsi que le déploiement de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) de la France et de la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC).

Tertiaire et prestations

Ce poste comprend de nombreux items, dont :

- Des prestations dans le cadre de la croissance de l'activité de raccordement,
- Des prestations liées à la R&D.

Sur ce poste, l'auditeur a décidé de réduire la demande d'Enedis de 338 M€, soit 10,1 %, dont 271 M€ (- 68 %) sur les raccordements et -28 M€ (-30 %) sur la R&D.

La CFE Énergies maintient la même position qu'au point précédent concernant l'arbitrage sur le raccordement.

Concernant l'arbitrage sur la R&D, l'auditeur ne fournit aucune explication. La CFE Énergies demande que cette enveloppe de 94 M€ sur 4 ans soit intégralement préservée. Le sujet de la R&D sera complété plus bas.

Main d'œuvre immobilisée

La main d'œuvre immobilisée va augmenter du fait de l'augmentation des investissements dans le réseau et dans les branchements. Enedis a expliqué à l'auditeur que le taux de production immobilisée allait baisser à cause de l'augmentation de l'externalisation d'activités d'Enedis.

L'auditeur indique qu'il « [ajuste] les taux de production immobilisée à la moyenne des taux de production immobilisés réalisés entre 2021 et 2023 ».

La CFE Énergies réaffirme son souhait que **les prestations soient réalisées en interne** plutôt qu'externalisées. Pour autant, la proposition de l'auditeur est une fois de plus incompatible avec les ajustements qu'il a fait concernant les charges de personnel. Pour maintenir un taux de production immobilisée à la moyenne sur 2021, 2022 et 2023, il faut qu'Enedis accroisse son effectif avec le même rythme que les demandes de raccordements de producteurs, et donc si l'auditeur était cohérent, il devrait proposer une enveloppe de charges de personnel supérieure à celle proposée par Enedis.

Cette perspective souhaitable n'étant toutefois que peu vraisemblable, **la CFE Énergies demande que la CRE revienne sur la proposition de l'auditeur d'ajustement de plus de 300 M€ à la hausse de la main d'œuvre immobilisée.**

FPE

Le sujet du Fonds de Péréquation de l'Électricité semble simple en apparence : Enedis a proposé une trajectoire, l'auditeur a contesté cette trajectoire en partant d'une moyenne du réalisé sur la période 2021-2023, et finalement Enedis a accepté l'ajustement de ce poste.

Nos informations tendent à prouver qu'Enedis n'a accepté cet ajustement que parce qu'il est au CRCP. Sur le fond le désaccord persiste. Alors que l'auditeur a admis que « *la méthodologie proposée par Enedis nous paraît globalement cohérente* », il propose un ajustement de 154 M€ soit 11,5 % de la demande d'Enedis, sur la base d'une règle de trois.

Ceci démontre, encore une fois, la méconnaissance de l'auditeur ou le refus d'admettre qu'Enedis puisse avoir raison. Et cet arbitrage contribue au sous-calage du TURPE, et ne prend pas en compte l'effet totalement délétère d'un tel tarif sur les Entreprises Locales de Distribution (ELD) (voir aussi plus bas).

Avantage en nature énergie

Parmi les autres charges, figure l'avantage en nature énergie (ANE). Une fois de plus, après les consultations sur l'ATRD7, l'ATRT8, l'ATS3, et l'ATTM7, et malgré un changement d'auditeur d'Orcom à Schwartz & Co, la CFE Énergies constate avec amertume une nouvelle attaque de cette disposition du Statut des Industries Électriques et Gazières (IEG).

Nous sommes strictement opposés à la moindre tentative de régulation ou d'incitation de baisse sur ce "poste" qui n'a rien à voir avec le tarif TURPE HTA/BT ni avec le tarif HTB et qui est lié au statut spécifique des IEG de tous les salariés des entreprises électriques et gazières ! Les avantages des salariés d'Enedis, de RTE et de l'ensemble des ELD font partie intégrante de leur statut, de leur package de rémunération et donc de l'attractivité de ces métiers nécessitant compétences et engagement. Ils n'ont donc pas à faire l'objet de la moindre analyse, ni préconisations dans ce tarif.

La charge de l'auditeur relative à l'alimentation des sites des Activités Sociales est tout aussi intolérable. La CFE Énergies défend le modèle et les valeurs des Activités Sociales des IEG. **Nous percevons ces manœuvres comme hostiles pour l'ensemble de notre branche professionnelle et nous demandons instamment qu'elles cessent.**

Systèmes d'information

L'auditeur propose une réduction des TOTEX SI de 232 M€ soit 6 %. Il ne prend pas en compte les refontes de systèmes d'information, il met brutalement à niveau nul des lignes correspondant à des décommissionnements et remplacements d'applications, il se permet de remplacer des courbes croissantes par une moyenne 2021-2023 indexée sur l'inflation sans tenir compte des besoins. Il est pourtant question ici de :

- Renforcer la cybersécurité,
- Faire évoluer les systèmes de contrôle-commande avec notamment une solution DERMS (Distributed Energy Resources Management Systems),
- Développer un SI pour les infrastructures de recharge des véhicules électriques,
- Faire croître le système Linky pour passer de 20 % de courbes de charges à 50 % de courbes de charge,
- Développer une solution pour les téléactions des producteurs sous IP (Solprod)
- ...

Les positions à l'emporte-pièce de l'auditeur sont lourdes de conséquences. Et par ailleurs, un certain nombre de SI (DERMS, SI IRVE, ...) sont intégrés dans la régulation incitative. C'est une nouvelle contradiction de cette consultation. On ne peut pas sabrer les budgets puis exiger des résultats !

La CFE Energies demande que la CRE renonce à l'ensemble des arbitrages sur les systèmes d'information.

Recherche et développement

La demande totale d'Enedis en matière de recherche, de développement et d'innovation est de 300 M€. L'auditeur s'est surpassé en demandant une réduction de 30 % soit 90 M€ !

Cette proposition d'ajustement de l'auditeur est totalement grotesque. La demande d'Enedis, rapportée à son chiffre d'affaires est déjà parmi les plus faibles des entreprises du secteur, en France comme à l'étranger, et l'auditeur ajoute des arbitrages insensés, qui révèlent une méconnaissance de la révolution énergétique au cœur de laquelle se trouve Enedis.

La CFE Énergies demande que la CRE renonce à cet arbitrage, qui ne la grandirait pas au sein de la communauté des régulateurs européens.

CRCP et risque de sous-calage du TURPE

L'analyse des postes des charges nettes d'exploitation montrent un risque de sous-calage du TURPE. En effet, et à plusieurs reprises l'auditeur a sous-évalué les charges et surévalué les recettes intégrées dans le CRCP : FPE, contributions, ...

La CFE Énergies a déjà constaté les dégâts d'un tarif sous-calé avec l'ATRD 6. Le CRCP à apurer en fin de période ATRD 6 était tel que la CRE n'a pas pris en compte les demandes légitimes de GRDF pour l'ATRD 7. La CFE Énergies constate que GRDF est aujourd'hui dans une situation sociale totalement dégradée, et la CRE en est en partie responsable.

La CFE Énergies demande que le tarif TURPE distribution soit déterminé avec l'ensemble des charges et recettes présentées par Enedis et non en minimisant les demandes afin de présenter une borne basse totalement sous-calée. Au-delà de générer une tension sociale inutile pendant la période de TURPE 7, un tel tarif générerait un CRCP potentiellement énorme en fin de période, avec l'impossibilité de l'apurer en totalité dans TURPE 8, le tarif suivant.

En jouant avec le sous-calage de TURPE 7 HTA/BT, la CRE a la possibilité de proposer un tarif très bas, mais qui pousserait Enedis à la faute en ne lui donnant pas les moyens de ses missions de Service Public, et qui, *in fine*, ne rendrait pas service à la France.

Régulation incitative

Pertes

Les pertes sont constituées des pertes techniques (PT) et des pertes non-techniques (PNT) sans qu'il soit possible de déterminer la part exacte des unes par rapport aux autres. Grâce aux nouvelles données des compteurs communicants, Enedis a précisé son modèle polynomial pour les PT. Ces dernières sont ainsi réévaluées (page 47 de la consultation). Ceci implique que les PNT sont ajustées à la baisse, passant pour 2023 de 3,47 % à 3,32 %.

La demande de la CRE de réduction des PNT, présentée page 48 par rapport à l'ensemble des pertes se traduit par le tableau suivant :

Taux des pertes totales	2025	2026	2027	2028
Demande Enedis pour les PNT	3,32 %	3,32 %	3,32 %	3,32 %
Traitement lié aux gains Linky attendus et non atteints	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %
Traitement lié aux effets attendus du plan d'action contre les fraudes	0 %	-0,1 %	-0,2 %	-0,3 %
Objectifs envisagés pour les PNT	2,72 %	2,62 %	2,52 %	2,42 %
Effort demandé à Enedis (ratio objectif / demande)	-18,07 %	-21,08 %	-24,10 %	-27,11 %

Alors que les charges de personnel sont réduites par rapport à la demande d'Enedis, il semble matériellement impossible pour Enedis de réduire les PNT de 18 à 27 %. L'objectif exigé par la CRE nécessiterait d'y consacrer un grand nombre d'agents de terrain, les détournant d'autres missions tout aussi importantes.

La CFE Énergies demande une mise en cohérence entre l'objectif de réduction des PNT et la trajectoire en termes de charges de personnel.

Coûts unitaires d'investissement

Depuis plusieurs années, la CRE exige 24 indicateurs pour déterminer des coûts unitaires pour l'ensemble des travaux d'investissement et depuis plusieurs années, Enedis se voit inmanquablement pénalisée, notamment parce que les références de coûts unitaires n'ont pas été revalorisées pour tenir compte de l'inflation.

Par ailleurs, le GRD a précisé lors de l'atelier n°5 (page 70 du support) : « *Enedis explique cette dégradation notamment par les exigences croissantes des parties prenantes qui renchérissent le coût des ouvrages avec notamment des demandes de surlargeurs des gestionnaires de voiries cumulées à des exigences croissantes sur la qualité des remblais.* » Pendant la réunion, plusieurs participants de l'atelier ont confirmé les dires d'Enedis dans le tchat de l'atelier.

Les explications de la CRE sur les coûts unitaires, page 52 de la consultation, sont totalement fallacieuses. En refusant d'admettre une erreur d'appréciation, et en élargissant encore le périmètre incité, la CRE pérennise une régulation punitive.

Par ailleurs, la CRE doit aussi entendre que de nombreuses entreprises locales refusent désormais de travailler avec Enedis parce que les coûts unitaires exigés ne leur permettent pas de faire une marge financière. L'imposition par la CRE de coûts unitaires ridiculement faibles porte un impact non-négligeable sur l'activité dans les bassins d'emplois locaux.

La CFE Énergies demande que la CRE ancre sa décision dans la vraie vie vécue par les salariés de la Distribution et non dans un monde idéal. Les prix unitaires doivent refléter

la réalité constatée sur le terrain et prendre en compte les surcroûts d'exigence des collectivités locales.

Raccordements

La CRE a identifié des axes de travail, et explique que « les acteurs » ont des attentes fortes. Le problème est que pour agir sur la remise des études préalables, pour optimiser les délais de raccordement, pour créer des postes sources et pour améliorer la transparence des données, il faut des salariés et des prestataires. En décidant de réduire les charges de personnel et les enveloppes de travaux de prestations, la CRE fait obstacle à la mise en œuvre de ces axes de travail. De plus, les délais légaux et réglementaires (autorisation de voirie, appels d'offres dans le cadre du code de la commande publique, etc...) ne peuvent pas être balayés d'un revers de la main.

Alors que le nombre de demandes de raccordement est en hausse exponentielle pour les producteurs, la surenchère de la CRE en termes de délais est incompatible avec les demandes d'Enedis. Si la CRE souhaite maintenir ses exigences en matière de raccordement, les OPEX demandés par Enedis seront insuffisants. **La CFE Énergies demande que la CRE mette en cohérence ses demandes de délais de raccordement avec les moyens qu'elle accordera à Enedis en augmentant les OPEX à due concurrence.**

Plus largement, la CFE Énergies demande que la CRE cesse d'imposer des injonctions paradoxales, lesquelles se traduisent inévitablement par une régulation punitive et une pression inutile sur l'ensemble des salariés d'Enedis.

Qualité de service

La CRE exige des taux de réponses aux réclamations, mais une fois de plus Enedis a besoin de personnel en nombre suffisant pour avoir une chance d'atteindre le niveau demandé. Une fois de plus cette régulation est punitive.

Développement des flexibilités

La CRE demande notamment qu'Enedis élargisse le projet Reflex de 20 postes sources en 2025 à 100 postes sources en 2027 et que le projet DERMS soit déployé pour le 1^{er} semestre 2027.

Pour atteindre cette cible, Enedis a besoin de personnel qualifié en nombre suffisant, de prestations et de travaux ainsi que de budgets pour les systèmes d'information. En exigeant que tous ces postes d'OPEX et de CAPEX SI soient réduits, la CRE remet en cause la capacité d'Enedis à déployer ces systèmes indispensables pour respecter la trajectoire de la PPE et impose une régulation punitive, fragilisant l'atteinte des objectifs de la PPE en matière d'énergies renouvelables.

R&D et innovation

Le chapitre 3.8.1 commence par : « *Dans un contexte d'évolution rapide du secteur de l'énergie, les gestionnaires de réseau doivent disposer des ressources nécessaires pour mener une action efficace de recherche et développement (R&D) et d'innovation.* »

Et pourtant l'auditeur a sabré le budget de R&D d'Enedis, en rejetant 30 % de la demande d'Enedis, laquelle se situe dans la continuité de TURPE 6. Dans ces conditions, toute régulation sur la R&D et l'innovation devient une mascarade sinistre.

La CFE Énergies exige que le budget de R&D d'Enedis soit intégralement restauré, et alors il deviendra possible de parler sérieusement de régulation.

Projets prioritaires

La CRE a déterminé 5 projets prioritaires, concernant des offres de raccordements alternatives à modulation de puissance (ORA-MP) pour les stockeurs, des offres de raccordements flexibles, le pilotage de la production en basse tension, le projet DERMS et la mise à disposition de données Linky à des tiers autorisés.

Sur le papier, le choix de la CRE est tout à fait judicieux. Nous considérons comme important ces cinq projets dans l'intérêt du Service Public et pour répondre au défi du système électrique.

Cependant ces projets impliquent notamment des travaux de R&D, des développements informatiques et de la main d'œuvre Enedis. Comment répondre à ces importants enjeux avec une enveloppe SI amputée de 6 % et des charges de personnel réduites de 3 %, et avec la R&D décrite ci-dessus ? La régulation présentée au chapitre 3.9 est totalement incompatible avec les arbitrages proposés par l'auditeur.

Dans les conditions définies par la consultation, la CFE Énergies constate que toute régulation sur ces sujets sera forcément punitive.

La CFE Énergies demande que les enveloppes de R&D, de SI et de charges de personnel soient intégralement préservées.

Structure tarifaire

Répartition part puissance / part énergie

Le chapitre 5.2.2 de la consultation fait un développement pour expliquer que la part énergie est importante pour donner un signal pour les consommateurs. Tout le raisonnement de la CRE semble ignorer qu'il y a aussi une part fourniture et des taxes dans la facture des consommateurs, y compris aux tarifs réglementés.

Le gouvernement réfléchit à une taxation différenciée en fonction des postes tarifaires et les fournisseurs doivent se sourcer à des prix qui reflètent les périodes les plus chargées et les moins chargées. La part fourniture et les taxes sont donc à même de transmettre aux clients les signaux souhaités par la CRE.

Par ailleurs, l'immense majorité des coûts d'Enedis sont des coûts d'infrastructure, qui ne dépendent que du dimensionnement des câbles, donc de la puissance.

La CFE Énergies constate au chapitre 5.6 de la consultation que la CRE a finalement décidé de réduire la part puissance, avec une réduction de 3,4 points pour la HTA, une réduction de 1,9 points pour la BTsup36, et une réduction de 1,24 points pour la BTinf36.

Non seulement la part puissance n'est pas maintenue, mais en plus la réduction de la part puissance semble favoriser les clients HTA avec un possible transfert de tarif vers les consommateurs.

La CRE signale, page 150, que « *pour certaines catégories d'utilisateurs, la part puissance peut aujourd'hui représenter une part très importante de la facture TURPE (IRVE notamment).* » En accédant à la requête de ces utilisateurs, la CRE opère un transfert de charges tarifaires vers d'autres clients, y compris vers les familles françaises. La CFE Énergies considère que la CRE n'a pas pour objet de favoriser une catégorie de clients plutôt qu'une autre. Si le gouvernement, les régions, les collectivités locales ou les fabricants de véhicules veulent favoriser des IRVE, ils peuvent le faire avec des outils à leur main. En construisant un tarif discriminant, avec une intention politique de soutien à certaines catégories de clients, la CRE augmente artificiellement la facture des ménages.

« *Les horloges sont faites pour dire l'heure, et les tarifs pour dire les coûts* » selon l'expression de Marcel Boiteux. Force est de constater que la non-augmentation de la part puissance – et pire, sa réduction – déforme l'objet du tarif en violation du principe de non-discrimination. La

CFE Énergies l'a déjà écrit en réponse à la consultation du 14 décembre 2023.

A la page 150, la CRE écrit : « *Parmi les acteurs souhaitant une évolution de la part puissance, la CRE n'a toutefois pas reçu de proposition d'évolution de la méthodologie utilisée.* » La CFE Énergies est force de propositions, et se tient prête à relever le défi lancé par la CRE.

La CFE Énergies demande donc que la CRE construise un tarif qui reflète, pour chaque catégorie de clients, les coûts qu'ils génèrent et demande que ce tarif traduise correctement les inducteurs de coûts du Distributeur.

Optimisation du placement des plages d'heures creuses

La consultation du 14 décembre 2023 a déjà évoqué le changement des heures creuses actuelles, ainsi que l'extension des heures creuses l'été. Enedis a répondu en proposant un calendrier présenté dans la figure 32, page 155. Nous constatons que la CRE prévoit d'imposer une régulation "incitative" pour aiguillonner Enedis.

Pour autant, la CFE Énergies ne voit pas comment Enedis va pouvoir tenir ce planning. Nous considérons que ce calendrier est trop optimiste, et qu'il nécessite la totalité des budgets de charges de personnel, de SI et de prestations.

Si la CRE ne donne pas les moyens nécessaires à Enedis, nous considérons que les salariés d'Enedis ne pourront pas mettre en œuvre cette optimisation du placement des heures en 30 mois. Et dans ces conditions la régulation imposée par la CRE sera, une fois de plus, une régulation punitive.

Tarification de l'énergie réactive

Etant donné l'impact des énergies renouvelable intermittentes sur les réseaux de transport et de distribution, la CFE Énergies ne peut que saluer l'accord de la CRE avec Enedis au sujet d'une composante réactive en heure creuse l'été.

Tarification des producteurs

Le sujet semble tabou, mais il faudra bien un jour que la CRE pose la question clairement. Les producteurs paient une composante de gestion et une composante de comptage, mais la composante d'injection est à zéro en BT et en HTA. Pourtant le chapitre 3.7.1 de la consultation précise : « *Le refoulement du réseau public de distribution vers le réseau de transport est en hausse : il représentait 29 TWh en 2023 contre 13 TWh en 2018* ».

Les refoulements d'énergie d'Enedis vers RTE ont plus que doublé. Ils traduisent des déséquilibres entre production et consommation, et la nécessité d'évacuer cette énergie sur le réseau de transport en espérant trouver ailleurs un consommateur pour utiliser cette production excédentaire. Ce phénomène contribue d'ailleurs à générer des prix négatifs sur le marché de l'électricité, notamment le week-end et pendant les jours fériés, lorsque la consommation est moins importante.

Enedis, les ELD et RTE sont poussés à développer des mécanismes de flexibilité, y compris avec des solutions de stockage (voir plus bas). Tout ceci a un coût, supporté notamment par les familles françaises. Ceci n'est pas une fatalité et il semble important de prendre désormais en compte le véritable impact des producteurs sur le système électrique.

La CFE Énergies est convaincue que la France a besoin d'un mix électrique diversifié, qui comprend toutes les énergies décarbonées et faiblement carbonées. Les producteurs ont tous la capacité de moduler leur production à la baisse et tous devraient être solidaires du système électrique pour réduire la facture des ménages. Une composante d'injection judicieusement définie serait conforme au principe de non-discrimination, apporterait une meilleure solidarité entre tous les utilisateurs des réseaux d'électricité.

Tarification optionnelle injection-soutirage

Ce sujet a déjà été abordé lors de la consultation du 14 décembre 2023, et la CFE Énergies a déjà donné son point de vue : nous considérons que cette proposition, qui semble n'avoir d'optionnel que le nom, ne respecte pas les principes de péréquation tarifaire et de non-discrimination rappelés au chapitre 5.1.4.

La CRE indique que : « Les contributeurs à la consultation publique du 14 décembre 2023 se sont montrés généralement favorables au principe de mise en œuvre d'une tarification spécifique pour les capacités de stockage [...]. » La CFE Énergies demande que la CRE publie les réponses à cette consultation afin qu'elle puisse apprécier le nombre réel d'acteurs qui ont déclaré être en faveur de cette tarification.

La CFE Énergies reconnaît le travail très important réalisé par les services de la CRE pour répondre à la commande du Collège. Pour autant, ceci ne rend pas cette proposition acceptable. Nous considérons que ce tarif optionnel n'est là que pour soutenir les porteurs de projets, lesquels n'arrivent pas à boucler leur business plan. Le TURPE n'est pas là pour venir au secours de potentiels stockeurs, qui semblent n'avoir qu'une démarche financière et non une démarche de soutien aux gestionnaires de réseau.

Il existe des besoins locaux de flexibilité, et ces besoins font l'objet d'appels d'offres de la part des gestionnaires de réseau. Les stockeurs doivent s'inscrire dans cette logique d'appels d'offres, et obtiendront une rémunération pour les services qu'ils apporteront réellement au système électrique. Évidemment, si leur prix est supérieur au coût du renforcement des lignes, les gestionnaires opéreront des arbitrages dans l'intérêt du Service Public.

Nous réitérons une première alerte : la CRE compte sur les gestionnaires de réseau pour définir les poches en soutirage et les poches en injection. La nature de ces poches pourrait changer en fonction du niveau de saturation, modifiant ainsi les tarifs applicables, donc les paramètres du business plan des stockeurs. Enedis et les ELD vont inmanquablement devoir gérer des contentieux totalement inutiles si le tarif n'était pas le même partout.

Nous réitérons une deuxième alerte : on ne se sait toujours pas clairement à quel signal les stockeurs vont réagir. Alors que les problèmes de congestion sont des problèmes locaux, si le stockeur a décidé de réagir à des signaux nationaux (services système, mécanisme de capacité, prix du marché de gros...), il risque d'aggraver les déséquilibres au point d'injection plutôt que d'apporter une solution.

Nous attirons l'attention de la CRE sur les pages 26 et 27 du support de présentation de l'atelier sur les flexibilités :

- D'une part RTE constate que l'appel d'offres flexibilité relatif à la zone de Perquie « *ne permet d'assurer que 10 à 15 % du revenu des stockeurs. Les candidats ont indiqué se rémunérer essentiellement sur les mécanismes de marché (SSYf à titre principal et autres marchés).* »
- D'autre part RTE indique que « *Malgré la publication des « contraintes résiduelles », la plupart des opérateurs cherchent à se localiser dans des zones sans contraintes pour valoriser la batterie sur les mécanismes nationaux. Il y aurait pourtant un intérêt collectif à voir des batteries se développer en particulier dans les zones de forte production PV, où la convergence temporelle entre la valeur globale et locale de la flexibilité est la meilleure.* »

Les constatations de RTE sur les motivations des stockeurs semblent faire craindre qu'ils ne soient pas du tout intéressés par la réponse aux contraintes identifiées par les gestionnaires de réseaux au titre de la flexibilité.

Alors que le sujet principal pour le stockage devrait être la résolution des congestions générées par la production non pilotable des éoliennes et du photovoltaïque, les acteurs concernés préfèrent jouer sur les mécanismes de services systèmes et sur le prix du marché de gros. Étant donné leur apport plus que relatif sur les flexibilités, la CFE Énergies comprend mal pourquoi ces acteurs bénéficieraient du privilège exorbitant d'un tarif sur-mesure.

Cette proposition déforme les principes que la CRE a elle-même définis. La CFE Énergies considère qu'il faut maintenir **un seul tarif, qui respecte les principes de péréquation tarifaire et de non-discrimination**. En contrepartie, l'installation d'un stockeur sur les zones définies dans le texte de la consultation s'accompagnerait d'**un contrat entre le stockeur et le gestionnaire de réseau pour rémunérer le service de flexibilité rendu**, et précisant les modalités de déclenchement du soutirage et de l'injection pour éviter toute dégradation complémentaire de la situation de congestion locale.

Tarification de l'autoconsommation

L'autoconsommation semble devenue un phénomène sociétal, et même les magasins de bricolage vendent des panneaux photovoltaïques.

La CFE Énergies s'alarme de la situation et de ses conséquences. Nous considérons qu'il est toujours impératif pour le client de présenter une attestation de conformité, dite Consuel. Nous considérons qu'il est toujours impératif pour les producteurs de déclarer leur installation pour qu'elle figure dans le registre national tenu par RTE. **Il serait intolérable que la vie de salariés ou de prestataires soit mise en danger par des installations de production décentralisées.**

De plus, nous nous interrogeons fortement sur l'impact de cette production décentralisée sur le TURPE. **L'autoproduction constitue une forme d'évasion tarifaire et fiscale. Elle pourrait remettre en cause les recettes TURPE prévues.**

Par ailleurs, nous considérons que seuls les propriétaires de logements individuels sont en mesure de disposer une installation d'autoconsommation. Les clients non-propriétaires et les clients habitant dans des logements collectifs ne peuvent pas bénéficier de cet avantage.

La CFE Énergies demande que la CRE, Enedis et les services de la DGEC se penchent sur ce sujet qui favorise une frange des ménages français et qui est en train de bouleverser le modèle économique du TURPE.

Impact pour les ELD

Le tarif défini par la borne basse déterminée par la CRE pourrait être dramatique pour Enedis. Pire il constituerait un danger mortel pour les Entreprises Locales de Distribution.

Avec cette proposition la CRE pourrait faire mettre un genou à terre à Enedis et deux genoux à terre pour les ELD. Les ELD représentent le Service Public depuis parfois près de 150 ans, et le régulateur leur tend un piège mortel. Ce n'est pas avec le FPE qu'ils pourront survivre, même s'il était multiplié dans les années à venir.

Pour la CFE Énergies il serait totalement inacceptable que la CRE remette en cause l'existence des ELD, pourtant prévue par le législateur, et bouleverse le paysage de la distribution d'électricité en France.